

substantiel et comportera de plus en plus de souplesse. D'ailleurs, depuis le 1er avril dernier, en vertu d'une décision prise par le Premier ministre du Canada, notre programme d'aide publique au développement est entièrement mis en oeuvre sous forme de dons.

L'OUA reconnaît qu'il faut donner la priorité au développement agricole; qu'il faut adopter les politiques économiques qui créeront l'environnement nécessaire à ce développement; qu'il faut encourager la recherche en agronomie. Pour notre part, nous en ferons la priorité des priorités de nos actions de coopération en Afrique.

L'OUA souligne l'importance de maintenir la lutte contre la sécheresse et la désertification ainsi que d'améliorer les politiques d'investissements publics: ce sont aussi des facteurs que nous considérons comme essentiels au redressement.

L'OUA mentionne le rôle des femmes dans le développement. Comme Ministre du Canada et comme canadienne, ce point me semble fondamental. Comment les Africaines pourraient-elles contribuer pleinement au développement économique de leur continent, si nous les privons de la technologie, du crédit et de la formation dont elles ont besoin?

L'OUA mentionne la nécessité de s'appuyer sur le secteur privé. Le Canada effectue présentement une revue en profondeur de ses programmes de coopération en s'inspirant d'une philosophie qui mise sur le dynamisme de nos entreprises commerciales et de nos organismes volontaires.

L'OUA voit, dans le renforcement des institutions à vocation de gestion, dans la réforme des politiques monétaires et financières, dans les politiques démographiques, dans la reconnaissance de traits et caractères propres à chaque région, des éléments essentiels de solution. Comment ne pas partager ce point de vue?

Comment ne pas se réjouir de voir l'OUA mentionner la nécessité pour nous d'améliorer ensemble les structures de la coopération, notamment au niveau du soutien des programmes, de l'évaluation de l'assistance technique, de la coordination des aides extérieures?

Les pays africains recherchent un environnement économique favorisant la croissance, l'élimination du protectionnisme et la mise en place de politiques agricoles et commerciales favorables aux pays en développement. Le